



Bernard Auby
Maire de Cébazat
Conseiller général
du canton de Gerzat

Un congrès agité pour les maires !

Comme chaque année, j'ai assisté à ce temps fort de notre association dont la particularité est de rassembler, au-delà des clivages politiques, tous les maires, quelle que soit la taille de leur commune. Cette année, nous étions treize mille, venus de la métropole et de l'Outre-mer pour faire entendre notre inquiétude, notre désaccord, voire notre colère sur les réformes en cours.

Les maires ne sont pas contre les réformes mais la réforme n'est pas une fin en soi. Suppression de la taxe professionnelle, réorganisation territoriale partisane, le tout sur fond de promesses et de surdité de la part du gouvernement, tous les ingrédients étaient là pour que l'assemblée gronde... Elle a grondé.

Pendant trois jours, maires de droite et de gauche confondus, de petites ou de grandes villes, tous ont été brillants et imaginatifs pour défendre l'intérêt général, la réalité du terrain, la France de demain.

Jacques Pélissard (UMP), président de l'AMF (Association des maires de France), dans son discours d'ouverture, s'exprimait ainsi :

"Tous les jours, nous fédérons les initiatives, nous ouvrons les voies du vivre ensemble.

Tous les jours, nous faisons face aux situations de difficultés ou même de détresse ; nous recherchons des solutions, en un mot, nous créons du lien social.

Le maire est par nature l'élu de proximité.

En l'état actuel du projet de loi, la réforme se traduirait pour nos collectivités, par des recettes beaucoup moins dynamiques que l'ancienne taxe professionnelle et les élus n'auraient plus de marge de manœuvre. Elle entraînerait aussi un transfert des impôts des entreprises vers les ménages au moment où bon nombre de nos concitoyens sont aux prises avec d'importantes difficultés financières.

Depuis les lois de décentralisation, les collectivités locales ont apporté la preuve globale de leur efficacité et de leur bonne gestion.

Les élus locaux ne comprennent pas le double langage de l'État. On ne peut réclamer le soutien des collectivités au plan de relance et, dans le même temps, mettre en péril une partie de leurs ressources.

On ne peut pas demander aux collectivités locales de maintenir un lien social dans leurs communes en assurant les services de proximité et, dans le même temps, les inciter à réduire leurs effectifs.

Monsieur le Premier ministre, nous ne sommes ni frileux ni réticents.

Nous sommes prêts aux réformes dès lors qu'elles sont justes et loyalement concertées.

Mais il est pour cela plus que jamais indispensable que l'État évolue dans ses comportements à l'égard de nos collectivités, passe d'une culture de la défiance à une pratique de la confiance partagée.

Tous, élus au niveau local ou national, nous sommes les acteurs du même pays, la France, que nous aimons passionnément.

Faites-nous confiance pour gérer dans la proximité. Nous saurons écrire les pages d'une modernisation de l'action publique."

Je n'ai rien à rajouter aux propos de Jacques Pélissard, député-maire UMP ! Puisse-t-il être entendu par les siens, président et Premier ministre en tête ! Puisse-t-il être aussi porteur du même message à l'Assemblée nationale !

Il est temps pour nos communes de faire nôtre ce vers de Victor Hugo :

"Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent."

Joyeux Noël à tous. Bonnes fêtes de fin d'année !